

# Éthique vs Finance ? Une analyse des origines, des problèmes et des perspectives d'avenir de cette relation

👤 Bruno Federico Fernández

Second Prize ex-aequo  
Iberoamerican Prize & Third Prize  
ex-aequo Global Prize

**Bruno Federico Fernández**  
*Argentina, Economist  
Central Office of Public  
Funds in the Ministry of  
Economy of Tucumán*



**EN** The recent crises remind us of the serious consequences that financial vices can cause to a society: recession, unemployment, bankruptcies, poverty, increased inequalities, loss of confidence and social cohesion, etc. The separation between ethics and finance is mostly responsible for these issues. The goal of this dissertation is to show that finance can steadily contribute to the common good as long as ethics can be permanently introduced in its theory and practice. This requires a profound change of paradigms, a humanization of finances at both personal and institutional level. The origin of the current division between ethics and finances will be explored, analyzing the theoretical foundations and how these influence social confidence and common good. The challenges faced by

financial ethics in the context of globalization, Corporate Social Responsibility and education will also be shown.

**FR** Les récentes crises nous montrent à nouveau les conséquences désastreuses que peuvent causer les vices financiers sur la société: récession, chômage, faillites, pauvreté, augmentation des inégalités, perte de confiance et de cohésion sociale pour n'en citer que quelques-uns. La séparation entre l'éthique et la finance est responsable en grande partie de ces vices.

L'objectif de cet article est de montrer que la finance peut contribuer de façon durable au bien commun seulement si on réussit à introduire l'éthique dans la théorie et dans la pratique. Cela nécessite un changement profond de paradigme, une humanisation de la finance tant au niveau personnel qu'institutionnel.

Il sera question d'enquêter sur l'origine de l'actuelle séparation entre l'éthique et la finance à partir de l'analyse de leurs fondements théoriques et de leur influence, et ceci à travers le secteur financier, la confiance et le bien commun. Enfin, les défis auxquels font face l'éthique financière dans le contexte de la globalisation, la responsabilité sociale des entreprises et l'éducation seront également examinés.

Le système financier a aidé l'économie à atteindre des niveaux de productivité, de croissance en termes de richesse et de consommation jamais imaginés. Néanmoins, les récentes crises nous montrent à nouveau les conséquences désastreuses qui peuvent causer les vices financiers sur la société : récession, chômage, faillites, pauvreté, augmentation des inégalités, perte de confiance et de cohésion sociale pour en citer quelques-uns. La séparation entre l'éthique et la finance est responsable en grande partie de ces vices.

Dans ce papier, nous montrerons que la finance peut contribuer de façon durable au bien commun (entendu comme le bien de tous les Hommes et l'objectif de tout Homme) seulement si on réussit à introduire l'éthique dans la théorie et dans la pratique. Cela nécessite un changement profond de paradigme, une humanisation de la finance tant au niveau personnel qu'institutionnel.

Nous commencerons par enquêter sur l'origine de l'actuelle séparation entre l'éthique et la finance, à partir de l'analyse de leurs fondements théoriques et de leur influence, et ceci à travers le secteur financier, la confiance et le bien commun. Nous formulerons ensuite des propositions pour relever les défis de la globalisation à l'aide de l'éthique et par une efficacité accrue de la responsabilité sociale des entreprises. Enfin, nous traiterons de l'importance de l'enseignement de l'éthique financière.

Finance can only make a sustainable contribution to the common good if we succeed in including ethics in both theory and practice. This involves a deep paradigm change, and making finance more human at both personal and institutional levels.

The current separation of ethics from finance is not exclusive to the financial sector; it extends to the whole economic sphere. Finance, as a branch of economy, has inherited its vision of ethics.

## L'éthique dans la pensée économique moderne

Les problèmes d'aléa moral (*moral hazard*) dans les relations principal-agent, le comportement « pique-assiette » (*free rider*), l'augmentation de la spéculation financière (comme les fonds spéculatifs, la pyramide de Ponzi imaginée par Madoff ou les crédits *subprimes*) sont des exemples du divorce effectif entre l'éthique et la finance. Cependant, ce divorce n'est pas exclusif au secteur financier, mais implique toute la sphère économique. La finance, en tant que branche de l'économie, a hérité de sa vision en matière d'éthique.

## Le cadre de la séparation totale

Trois étapes dans l'histoire moderne de la pensée économique peuvent être citées : la première où la finance et l'éthique étaient unies, la deuxième où elles étaient juxtaposées, et une troisième où la séparation fut complète (Ferullo, 2010).

For Smith and his times, it was redundant to write about ethics in business, as ethics were already implicitly present. Exchange based on the motivation of self-interest was mutually beneficial, if those involved did not try to cheat one another.

Adam Smith est considéré comme le père de l'économie moderne. À son époque (fin du XVIII<sup>e</sup> siècle), ce professeur de philosophie morale à l'Université de Glasgow a réussi à donner un statut scientifique à la connaissance économique.

Aujourd'hui, il est considéré à tort que Smith a créé une économie éloignée de toute éthique dans les affaires. Mais une lecture approfondie de son œuvre, telle que proposée par le prix Nobel d'économie A. Sen, permet de voir dans « *Une enquête sur la nature et les causes de la Richesse des Nations* » (1776) comme une application pratique de l'éthique qui découle de son précédent livre « *La théorie des sentiments moraux* » (1759). À partir de cette vision globale, il n'est point étonnant de voir comment, pour l'Écossais, les valeurs morales ont été intimement liées au comportement humain.

Pour Smith et son époque, c'était redondant d'écrire sur l'éthique dans les affaires puisque celle-ci était déjà implicite. L'échange basé sur la motivation du propre intérêt était mutuellement avantageux si les parties n'essayaient pas de tromper l'une à l'autre.

L'étape de la juxtaposition de la finance avec l'éthique a commencé vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle lorsque A. Marshall, professeur à l'Université de Cambridge, a réussi à séparer l'économie du département de philosophie morale. Les auteurs ont commencé à parler d'*economics* plutôt que de *political economy* afin d'éluider les questions normatives qui étaient liées traditionnellement à cette science.

Mais ces économistes ont continué à reconnaître que bien que l'économie est une science indépendante, l'éthique joue un rôle important dans les questions pratiques de l'économie.

Nous pouvons situer la troisième étape vers le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, lorsque les « néoclassiques » ont inondé le courant dominant de l'économie avec une rupture totale entre l'éthique et l'économie. Des penseurs comme Friedman et Stigler prêchent que tout jugement de valeur doit être complètement retiré de l'économie si celle-ci veut devenir une science avec des fins prédictives. S'il y a une obligation morale, ce serait uniquement celle d'agir en fonction de critères du choix rationnel (*rational choice*), ce qui garantira l'obtention de résultats optimaux à travers le bon fonctionnement des marchés. S'éloigner de la rigueur logico-mathématique pour discuter sur des valeurs normatives n'aurait pas de sens.

Basé sur une lecture superficielle de Smith et influencé par le libéralisme et le positivisme, le *mainstream* de l'économie contemporaine va aujourd'hui à l'encontre des convictions les plus profondes des premiers économistes classiques. Dans le dessein de créer une science éthiquement neutre, prévisible, le résultat a été celui de terminer par utiliser des modèles mathématiques élégants mais qui ont privé les personnes de motivations autres que l'intérêt personnel. En utilisant l'échange d'équivalents comme le seul moyen valable de contribuer à la rationalité et le bien commun, on est tombé sur un système qui semble supplanter la personne humaine du centre de la scène.

Today's mainstream economy goes against the deepest convictions of the first classical economists. By attempting to create a science that is ethically neutral, we have fallen into a system that appears to have replaced human beings as central to everything.

## Les fondements théoriques

La théorie de l'économie moderne repose sur deux piliers : l'*Homo economicus* comme vision anthropologique de la personne et le mécanisme du marché libre comme régulateur des relations. Tout en reconnaissant les contributions apportées par ces deux piliers au développement de cette science, nous allons voir les problèmes éthiques engendrés lorsqu'on essaie d'exagérer leurs vertus.

## Une anthropologie égoïste

L'*Homo economicus* est la représentation de l'Homme que l'économie utilise comme unité d'analyse. Cette construction théorique a deux caractéristiques principales :

- La rationalité instrumentale : l'individu utilise efficacement les ressources disponibles pour atteindre ses objectifs.
- L'intérêt personnel : c'est le moteur du comportement économique qui contribue, à travers le mécanisme du marché, au bien-être social.

Les préférences individuelles sont exogènes et sont incontestables. L'individu cherche à maximiser le profit à travers les biens consommés.

## Le défi éthique de la sélection des modèles

This vision fails to take the fact that individuals profit from objects into account. But happiness in the Aristotelian eudemonistic sense (self-realisation) can be achieved only through human relationships.

To believe that Man can achieve happiness by himself implies that there is no incentive to act to help others or to feel any sense of belonging to society.

The problem of *Homo economicus* is not one of theoretical abstraction, but rather what economists believe it is essential to separate from human beings.

Cette vision ne tient compte que du profit que l'individu tire de la relation avec un objet. Mais le bonheur dans le sens de l'eudémonisme aristotélicien (auto-réalisation) s'obtient à travers la relation entre les personnes. Ainsi, en vertu du « modèle de Robinson Crusoé », un individu pourrait maximiser son utilité (« bonheur ») en étant totalement seul.

Estimer que l'Homme peut être heureux tout seul implique qu'il n'y aurait aucune incitation à agir à la faveur d'autrui ou de se sentir partie de la société. Le bénéfice social devient la somme des utilités individuelles et se base sur les préférences individuelles. De cette manière le bien-être social peut augmenter même lorsque, par exemple, l'inégalité s'accroît (fait socialement condamnable).

Certains modèles plus récents, tels que la théorie des jeux, reconnaissent que la satisfaction des préférences individuelles dépend du comment les autres agissent. Toutefois, de telles visions continuent d'être biaisées et tendent vers la seule motivation égoïste où il serait possible de prendre en considération l'autre et de coopérer mais par propre intérêt. L'autre est vu comme un *moyen*, alors qu'en réalité, il est une *fin* pour pouvoir être heureux. Le dilemme du prisonnier nous rappelle que se comporter égoïstement n'est toujours pas la meilleure manière d'être efficaces.

Un modèle est utile lorsqu'il sacrifie certains aspects de la réalité afin d'isoler ceux qui sont essentiels à l'analyse. Le problème de l'*Homo economicus* n'est pas l'abstraction théorique, mais ce que les économistes considèrent essentiel d'isoler de la personne humaine.

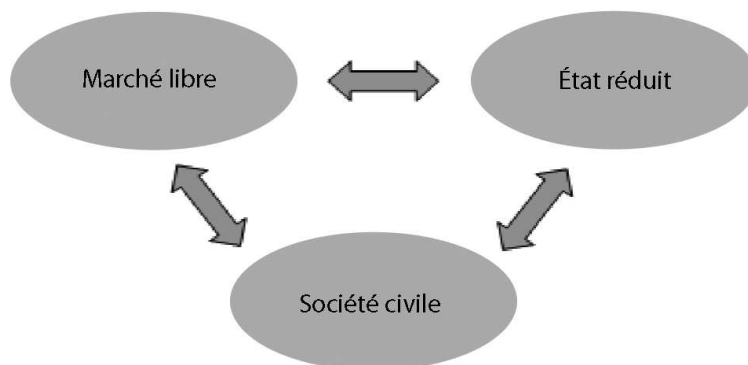
Nous avons ici un premier défi éthique quant à la sélection des modèles. Postuler que la seule motivation de l'individu est son propre intérêt, et que la rationalité est seulement présente dans les moyens et non dans les fins, semble être une vision limitée qui n'explique pas les mécanismes (tels que les donations et le bénévolat) par lesquels les êtres humains construisent la fraternité.

## Le marché libre

État, marché et organisations de la société civile sont les trois composantes qui, selon leur importance relative, peuvent donner forme à des différents types d'organisation socio-économique.

Pour le modèle orthodoxe de l'économie ce qui compte c'est le marché qui utilise l'échange d'équivalents (contrat) pour réguler

les relations interpersonnelles. L'État devrait avoir la plus petite taille possible et s'occuper seulement de la défense de la propriété privée, de la création des conditions pour que le marché puisse fonctionner librement et de la distribution équitable de ce que le marché a efficacement produit. Les organisations économiques de la société civile (aussi appelées économie sociale, entreprises sans but lucratif ou tiers secteur) sont en dehors du champ normal d'étude de l'économie. Elles sont une exception à la règle de maximisation du profit des entreprises car elles poursuivent d'autres objectifs.



Le libre marché proposé par ce courant de pensée est toujours capable de canaliser les intérêts individuels, dépourvu de toute leur éthique et solidaire envers le bien commun. La « main invisible » décrite par Smith permet ce résultat pour autant qu'aucune ingérence n'entrave son fonctionnement.

Le libéralisme néoclassique proclame que le marché est éthiquement et socialement neutre. Son objectif est l'efficacité au sens de Pareto, c'est-à-dire agrandir le plus possible la taille du gâteau ; la solidarité commence plus tard au moment de le diviser. Par conséquent, toute intervention sur le fonctionnement concurrentiel des marchés, même s'il s'agit d'objectifs nobles (tels que la taxe Tobin<sup>1</sup>) finit par être nuisible.

Nous savons que l'une des plus grandes vertus du marché est sa capacité à générer une coopération égalitaire et volontaire entre les individus. Cela aide à éliminer les conflits, la société d'assistance et les relations d'oppression. Néanmoins, la croyance que le marché est un mécanisme automatique qui conduit inévitablement au bien commun, a généré une confiance excessive dans son fonctionnement. Ainsi, les agents économiques croyaient être exemptés d'un jugement moral de leurs actions et donc de leur responsabilité d'agir sur les marchés.

The free market proposed by this school of thought is always able to channel individual interest, totally devoid of any spark of ethics or solidarity with the common good.

The belief that the market is an automatic mechanism that inevitably leads to the common good has generated excessive faith in the way it works.

1. Esta tasa propuesta por el Nobel de Economía James Tobin para combatir la especulación financiera y contribuir con la recaudación a los países pobres gravando a las operaciones de cambio entre divisas.

Par analogie à la loi de Gresham où « la mauvaise monnaie chasse la bonne », les mauvaises intentions, comme la recherche inconditionnelle du profit, finissent par chasser les bonnes intentions telles que la gratuité. Si les échanges ne sont motivés que par le prix, d'autres formes vertueuses de relations humaines seront exclues, ce qui ébranlera les fondements mêmes du marché, comme la volonté de coopérer et la confiance (Zamagni-Bruni, 2007).

## La finance est-elle éthiquement neutre ?

L'éthique est liée à des actes humains libres du point de vue de la moralité (bonté ou méchanceté) car ils sont l'objectif ultime de l'Homme. Les actes accomplis dans le secteur financier relèvent d'une activité humaine donc ce sont des actes moraux. Nous pouvons en déduire que si ces actes sont passibles d'un jugement moral, la finance ne peut pas être éthiquement neutre.

De nos jours la finance et le courant dominant de la pensée économique, agissent comme s'ils étaient exonérés de toute ingérence morale. Le néo-positivisme qui prévaut dans le système financier considère l'observation vraiment rationnelle ( par exemple quelle a été l'évolution d'un bien X ?) et la prédiction (quelle sera sa valeur dans le futur ?), mais reste en dehors des jugements de ces mêmes biens (est-ce une bonne chose pour l'économie réelle que son prix ne cesse d'augmenter ? Et quid du bien commun ?)

Many of the dysfunctions that occur in the financial sector and that go as far as producing genuine crises, are anchored first and foremost in a moral crisis.

Beaucoup de dysfonctionnements qui surviennent dans le secteur financier allant jusqu'à produire des vraies crises, relèvent avant tout d'une crise morale. Comme la crise des *subprimes* de 2008 l'a montré, il ne suffit pas de faire confiance au marché car ses actes ne sont pas purement mécaniques ou techniques. Il est indispensable d'adopter un regard transcendant et responsable en ce qui concerne l'impact de nos actions sur le bien commun. Toutes les phases du processus financier (épargne, prêts, investissements, remboursement) doivent être guidées par l'éthique et basées sur des vertus civiques.

L'éthique doit être le fondement de la finance (et non l'inverse) et doit reposer sur deux piliers : le respect de la dignité humaine et des normes morales de l'ordre naturel. Si l'un ou l'autre venait à manquer, l'éthique perd son essence, ne laissant qu'une étiquette derrière elle. De nos jours, on entend parler de programmes de formation en éthique des affaires, de certifications éthiques de responsabilité sociale des entreprises, de fonds d'investissement éthiques, de microfinance, etc. Si toutes ces initiatives doivent être saluées, le défi est cependant de créer un vrai cadre moral de discernement, car l'adjectif « éthique » utilisé de façon générique peut, dans certains cas, masquer des intérêts monétaires et des injustices contraire au bien commun (Benoît XVI, 2009).

Le mot « éthique » ne peut pas être un label qui discrimine selon que l'on possède ou non une certification. Pour un engagement fraternel assumé librement, la vraie éthique doit être présente chez tous les acteurs du secteur financier, et pas seulement chez un groupe isolé d'entre eux.

## Le paradoxe de la confiance

Certaines études empiriques montrent la corrélation positive qui existe entre le degré de confiance d'un pays et son taux d'investissement privé, et donc son taux de croissance (Zak-Knack, 1998).

La confiance est très importante dans toute transaction économique, mais pour le secteur financier, elle devient une condition *sine qua non* de son fonctionnement, essentiellement parce que ses activités impliquent plus d'une période de temps (Arrow, 1972), ce qui crée de l'incertitude.

Pour que le marché obtienne un résultat mutuellement bénéfique, il est nécessaire que les individus se mettent non seulement d'accord sur les conditions contractuelles, mais aussi qu'ils se fassent confiance réciproquement. Un problème courant est que l'une des parties peut trahir cette confiance, soit en établissant des contrats en présence d'asymétries d'information ou ne tenant pas une promesse. Ces deux formes de trahison ont été illustrées clairement dans la crise de 2008. D'abord, les consommateurs ont été convaincus d'accepter des prêts sans connaître les risques énormes qu'ils ont pris. Ensuite, l'incapacité de rembourser le crédit est arrivée à cause d'un manque de liquidité.

For the market to produce mutually beneficial results, individuals need to reach an agreement on the contractual conditions, as well as to mutually trust one another.

Un curieux résultat est ce que F. Hirsh appelle le « paradoxe de la confiance ». Celui-ci arrive lorsque, après une période de croissance économique basée sur un niveau élevé de confiance, une excessive rationalité instrumentale vient la saper (Ferullo, 2010). Une fois que le niveau de confiance diminue, le système financier est touché ainsi que la croissance économique et le bien-être social.

L'histoire du siècle dernier a été un exemple clair de ce paradoxe. Après la Seconde Guerre mondiale, la croissance économique a réussi à se répandre exceptionnellement grâce au marché. Pendant les années 1980, le capitalisme -tourné vers le seul profit- semblait triomphant dans les vieilles économies occidentales, le Japon et l'Asie du Sud-Est. Mais en 2008, l'histoire a soudainement changé. Ensemble avec la crise alimentaire et la crise pétrolière, la crise financière née des *subprimes* aux États-Unis a fini par précipiter l'effondrement de l'économie mondiale.

Quelle est la solution à ce paradoxe du point de vue de la finance ?



Les partisans du modèle actuel soutiennent que les marchés financiers ont bien fonctionné et que l'économie a subi un choc de court terme. S'il fallait blâmer quelqu'un ce serait l'État (car il n'exerce pas bien sa fonction) ou l'égoïsme de groupes isolés (tels que « la cupidité de *Wall Street* »). Par un « effet de rebond », l'économie retrouvera la voie de la croissance et la confiance sera rétablie ; par conséquent, il n'y a pas besoin d'un changement substantiel.

If we continue to support the current financial system based on *Homo economicus* and the monopoly of the free market, this will ultimately produce new crises in the future.

The challenge is to maintain long term trust, even when the market appears to be working perfectly well and to be secure.

There is only one alternative if we are to maintain sustainable progress, and that is for the financial system (and the economy in general), to act on an ethical basis.

Bien que ce point de vue puisse être valable, il est avant tout très limité. Continuer à soutenir le système financier actuel sur la base de l'*Homo economicus* et le monopole du marché libre, finira par déclencher des nouvelles crises à l'avenir comme l'annonce le paradoxe de la confiance.

Le défi est de maintenir la confiance dans le long terme, même lorsque le marché semble fonctionner parfaitement et en toute sécurité. Nous sommes convaincus que pour maintenir un progrès durable il n'y a qu'une seule alternative, et celle-ci est que le système financier (et l'économie en général) agisse sur des bases éthiques. Ce qui précède implique l'intégration d'autres moyens d'action au-delà de l'intérêt propre et analyse la façon dont nos opérations affectent, non seulement ce qui nous est proche, mais aussi l'environnement et la société.

Les défaillances du marché financier ne permettent pas d'anticiper une trahison de la confiance dans son champ d'action. L'État peut contrôler et établir un cadre juridique adéquat, mais il y aura toujours un financier « astucieux », comme Madoff, pour frauder les autres en détruisant la confiance. Agir d'une façon éthique est en définitive le moyen le plus efficace dans lequel la confiance peut non seulement être à l'abri, mais aussi se propager dans tout le système économique, tout en contribuant exceptionnellement à la croissance et au bien commun.

## Le défi de la globalisation

La globalisation a changé les règles du jeu. La délocalisation de leurs activités pratiquée par les entreprises et le flux international de plus en plus rapide des capitaux, ont fait que les États perdent un certain pouvoir de contrôle sur leurs marchés respectifs.

Du point de vue de la finance, ce scénario implique relever de nouveaux défis éthiques. Comme l'affirme le pape Benoît XVI, la globalisation nous rapproche, mais elle ne nous fait pas agir pour autant comme des frères. Agir sans principes éthiques montre déjà des conséquences négatives, surtout pour les pays les plus pauvres et les individus les plus défavorisés. Voici quelques exemples :

- Les multinationales qui investissent ou retirent leur capital dans différents pays pour des considérations de réduction de coûts de production, souvent indépendamment de l'impact que cette action génère sur les économies locales (chômage, pollution, etc.).
- Les pays qui surprotègent leur avance en matière de santé et de technologie alimentaire, ce qui fait que les pays en voie de développement ne peuvent pas y accéder et doivent engager des dépenses inutiles.
- Les institutions financières internationales qui recommandent (et imposent) aux pays faibles des réductions des dépenses sociales essentielles afin que ces derniers puissent respecter leurs obligations.
- La spéculation chez les investisseurs mal informés, guidés par un « comportement moutonnier », qui vendent des actions entraînant la faillite d'entreprises qu'ils ne connaissent même pas.

Le système financier globalisé peut avoir des effets préjudiciables à grande échelle s'il n'est régi que par une logique marchande et par la seule recherche du profit, en ignorant des principes éthiques tels que la gratuité et la solidarité. De cette façon, une finance régie par des valeurs morales devient, plutôt qu'une alternative, un must pour atteindre le bien commun.

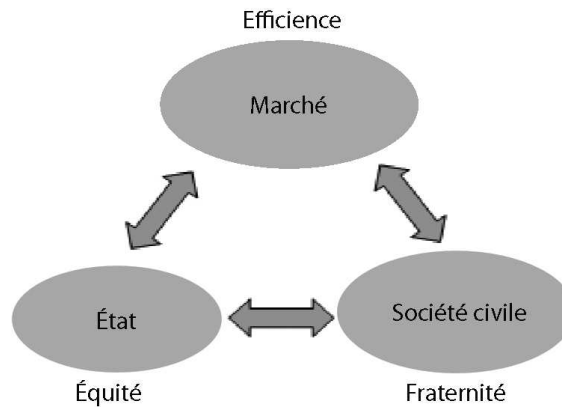
### Pour une intégration des fins

Nous avons vu précédemment que le modèle capitaliste actuel accorde un rôle excessif au marché au détriment de l'État et des organisations de la société civile. L'histoire montre que l'exacerbation de l'une de ces trois composantes aboutit à la mise en place de modèles intenable comme ce fut le cas du communisme et de l'État-providence.

Une organisation socio-économique saine exige un équilibre subtil entre ses composantes car chacune d'elles contribue au bien-être social à partir de l'avantage comparatif qu'elle possède. Le marché atteint l'efficacité moyennant le contrat, l'État atteint l'équité à travers les politiques de redistribution, et les organisations de la société civile réussissent à renforcer le lien social à travers le don (comme exercice de la réciprocité).

Même si l'on admet que les actions du secteur financier sont guidées par des principes éthiques, la globalisation pose un autre défi. L'État, le marché et les organisations de la société civile ne doivent pas seulement jouer un rôle équilibré, mais ils doivent aussi repenser leur façon de fonctionner et la portée de leurs actions afin de promouvoir efficacement le bien commun à travers les valeurs telles que la gratuité et la solidarité.

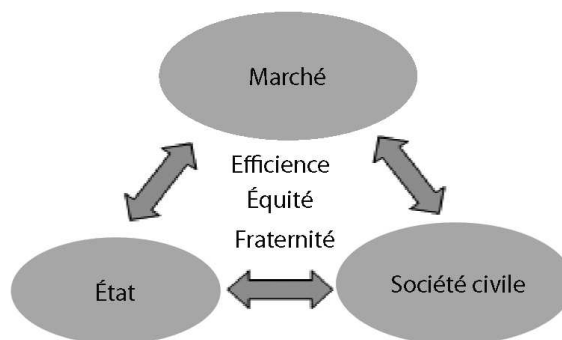
The globalized financial system can have negative large-scale impacts if it is only controlled by market logic and the sole desire is to make profits, and it ignores all ethical principles such as gratuity and solidarity.



Aujourd'hui, la « logique en deux temps » (le marché produit, puis l'État redistribue) est insuffisante pour rechercher l'équité. Même la philanthropie des entreprises est insuffisante car celle-ci s'assimile à l'assistance qui ne contribue guère ni au développement personnel des plus défavorisés ni à la fraternité.

The model we propose is one of a balanced integration of three components. The State, the market and civil society organisations should incorporate the overall objectives of society.

Le modèle que nous proposons est une intégration équilibrée des trois composantes. L'État, le marché et les associations de la société civile doivent incorporer comme leur étant propres l'ensemble des objectifs de la société. Bien que chacun d'eux possède un avantage comparatif pour atteindre l'efficacité, l'équité et la fraternité, le fait d'intégrer également d'autres objectifs contribue à maximiser le degré de réalisation de l'ensemble de la société.



Companies involved in financial markets should start by distributing their profits fairly, on the basis of their own way of working, but without ceasing to create economic value.

Si elles veulent contribuer au bien commun, les entreprises qui participent aux marchés financiers doivent commencer à distribuer leurs bénéfices équitablement sur la base de leur propre fonctionnement sans pour autant cesser de créer de la valeur économique. La justice distributive est également inhérente au marché dans une société fraternelle où les personnes, préoccupées par leurs pairs et pas seulement par leurs propres intérêts, agissent solidairement.

Nous pouvons échanger parce que nous faisons avant tout partie d'une communauté qui, dans certains cas (comme avec la

plupart des personnes défavorisées), exige le don. Comme le prêche l'économie dite « civile », les fruits du marché financier devraient profiter à tous. Il ne s'agit pas d'assistance mais de réinsérer au marché les personnes qui sont tombées involontairement dans la pauvreté, ce qui ne les autorise pas à faire des échanges d'équivalents. C'est l'idée que propose par exemple le prix Nobel de la paix M. Yunus et sa méthodologie au sein de la banque Grameen.

## La réciprocité en finance

Les entreprises financières ont besoin d'utiliser, en plus du contrat, la réciprocité. Contrat et don dérivent d'un principe plus ancien, l'entraide réciproque (la réciprocité). La réciprocité exige un « donner » et un « prendre » qui sont équivalents. Dans le contrat, l'équivalence est donnée par la valeur monétaire du bien. Dans le don, l'équivalence n'est pas donnée quantitativement par un prix, mais en fonction de la qualité de la réponse, qui peut aussi aller à un tiers en dehors de la relation initiale. Ce qui est donné comme don et la réponse ne sont pas directement comparables. Dans le contrat, le prix d'équilibre précède le transfert de l'objet ; dans la réciprocité, le transfert est gratuit et précède la contre-prestation ce qui nous amène à une attente, mais pas à un droit. Ce qui différencie le don de l'assistance et de la philanthropie est qu'il nécessite une réponse équivalente (Zamagni-Bruni, 2007). Mais cette réponse est libre, ce qui constitue une fragilité nécessaire pour construire la confiance.

En utilisant la réciprocité, les marchés financiers ne seront pas seulement capables de produire des biens matériels, mais aussi des biens relationnels caractéristiques du troisième secteur. Ces biens produisent de l'utilité non seulement à cause de leurs caractéristiques objectives, mais par leur capacité à prendre plaisir avec les autres. Puisqu'ils satisfont des besoins humains, les biens relationnels n'ont pas de prix, mais tout de même ils ont une valeur économique.

Le marché financier doit se recréer sur le principe de réciprocité, s'il veut renforcer la fraternité sociale, ce qui implique qu'un « optimum de Pareto » n'est pas le seul objectif à atteindre. Que les entreprises financières poursuivent d'autres objectifs en plus du profit - contrairement à ce que prêchent des économistes comme M. Friedman - permet que l'on puisse de nos jours voir cohabiter dans le secteur financier, des fondations, des associations, des banques communales, des organisations non-gouvernementales, des entreprises sociales (comme celle de M. Yunus), à but lucratif ou d'économie de la communion, etc. Cela ne signifie pas que l'intégration dans les objectifs du marché financier de l'équité et de la fraternité soit un processus rapide et dépourvu de difficul-

Financial companies need to introduce reciprocity as well as contracts.

The financial market needs to reinvent itself based on the principle of reciprocity if it wishes to strengthen social fraternity; this implies that a « Pareto optimum » is not the only objective that needs to be reached, and that financial companies need the pursue other objectives as well as that of making a profit.

This is the means that can best contribute to the common good.

Ethics are closely linked to the concept of CSR through the need of the latter to be supported by moral values that connect the company to its environment.

Many financial companies become inefficient when they fail to achieve the triple social, economic and environmental objective.

tés. Néanmoins, il est le seul moyen qui peut contribuer le mieux au bien commun.

## Une RSE plus efficiente

Du point de vue des entreprises financières à but lucratif, la responsabilité sociale des entreprises (RSE) est l'un des mécanismes le plus développé et accepté par le marché comme un instrument au service du bien commun.

L'Organisation internationale du Travail (OIT) définit la RSE comme étant un ensemble d'actions décidées par les entreprises pour que leurs activités aient un impact positif sur la société. Ces entreprises affirment les principes et valeurs qui les régissent tant dans leurs propres méthodes et procédés internes que dans leurs relations avec d'autres acteurs. La RSE est une initiative volontaire qui implique un engagement envers tous ses participants (*stakeholders*) dans les domaines économique, social et environnemental, et faisant preuve de respect pour les valeurs éthiques pour la construction du bien commun.

Aujourd'hui, des centaines d'entreprises financières du monde entier essaient d'atteindre ce triple objectif, socio-économique et environnemental. Commencer à envisager des objectifs autres que la seule maximisation du profit, aiderait à ces entreprises à renoncer à la « logique du deux temps » et à assumer un rôle plus distributif et responsable dans leurs activités.

L'éthique est étroitement liée au concept de la RSE par la nécessité que ce dernier a d'être soutenu par des valeurs morales engageant l'entreprise avec son environnement. Toutefois, cette nécessité comporte le danger que nous avons décrit plus haut : l'éthique peut devenir dépendante d'une certification ou peut servir de vernis pour cacher des mauvaises intentions. Cette fausse « éthique » peut devenir une activité constante au sein de toutes les entreprises financières, et pas seulement d'une poignée, avec des conséquences bien connues pour la société. Cela ne semble pas être une vision fataliste étant donné les excès causés par de nombreuses entreprises qui, par exemple, ont agi éthiquement envers l'environnement mais pas du tout envers leurs employés.

Un autre danger que nous voyons est que de nombreuses entreprises financières deviennent inefficaces lorsqu'elles essaient d'atteindre le triple objectif socio-économique et environnemental. Par inefficaces, nous entendons, que les entreprises financières, dans leur effort pour satisfaire chacun de ces objectifs, dépensent d'énormes ressources essentiellement pour des actions sociales et environnementales positives. Or, si ces mêmes ressources étaient destinées à d'autres actions, elles provoqueraient peut-être un bien plus grand bénéfice global (socio-économique et environnemental).

Nous observons constamment des exemples de cette inefficacité. Des banques qui envoient leurs employés collecter les déchets dans un parc public, enseigner les règles de circulation aux conducteurs ou repeindre une école, etc. Nous ne voulons pas dire que ces activités ne sont pas socialement et écologiquement positives, mais que l'effort consenti et les ressources consacrées peuvent se concentrer sur des activités qui augmentent globalement l'impact socio-environnemental.

## Chaque acteur a un avantage comparatif

Notre critique est fondée sur l'observation selon laquelle certaines entreprises à travers leurs politiques de RSE semblent montrer la vision erronée d'un « tout puissant marché ». Bien que le marché doive atteindre d'autres objectifs - tels que les socio-environnementaux – cela n'implique forcément qu'il soit l'unique ou le plus performant au moment de réaliser certaines activités.

Rappelons que dans une vision socio-économique intégrée, hormis le marché, l'État et les organisations de la société civile poursuivent les mêmes objectifs, mais chacun a un avantage comparatif de par ses caractéristiques intrinsèques. Assurément, il est salutaire qu'une banque commerciale nettoie un parc public, mais il serait mieux que ce soit l'État qui s'en charge (puisque c'est une de ses fonctions) ou, à défaut, que la société civile le lui exige. Que les employés de la bourse repeignent une école est une bonne chose, mais certainement il existe une quelconque fondation et des bénévoles qui connaissent bien le procédé pour mener à bien ce type d'activité.

Ce que nous proposons c'est que les entreprises financières qui mènent des actions de RSE, dirigent leurs efforts dans les choses qu'elles savent faire le mieux. Au lieu d'enseigner les règles de circulation, elles peuvent enseigner les concepts de base de la finance aux jeunes dans les écoles, ou peuvent se concentrer sur le développement de nouveaux produits de micro-finance destinés aux pauvres, renforçant de cette manière le lien social.

Notre proposition peut être certainement critiquée en disant que cela peut faire oublier les autres objectifs de RSE aux entreprises en particulier ceux liés à l'environnement. Cependant, prendre soin de l'environnement, par exemple, ne dépend pas seulement de gros investissements dirigés vers l'extérieur. Si toutes les entreprises ont la même vision, de petites actions à l'interne peuvent contribuer de manière significative à atteindre un objectif environnemental. Les communications à travers les réseaux informatiques peuvent être améliorées afin de réduire l'utilisation du papier ; construire des installations selon les règles de durabilité écologique ; ne pas utiliser des sprays de nettoyage

In an integrated socio-economic vision, over and above the market, the State and civil society organisations have the same objectives, with each having a comparative advantage via their intrinsic characteristics.

What we wish to propose is that financial companies that implement CSR actions aim their efforts at those things that they do best.

qui endommagent la couche d'ozone ; trier les déchets ; utiliser des lampes basse consommation, etc.

À l'aide de ces recommandations, nous ferons que les entreprises du secteur financier deviennent un moyen efficace et civilisateur pour lutter en faveur d'une plus grande équité et pour soutenir la création de liens de réciprocité dont la société a besoin.

## De l'importance de l'éducation

The idea that financial theory is developed by agents who act on the markets ends up by influencing their real behaviour.

Education is one of the key locomotives of cultural change. The future of a financial system that can contribute to the common good is anchored in education.

The last crisis of the financial markets provides us with the possibility to reintroduce ethical principles into both theory and practice in this sector.

If finance continues to function without consideration for ethics, there will always be someone (be it the same actors in this sector or society in general), who will end up by paying a high price.

L'idée que la théorie financière se fait sur les agents agissant sur les marchés finit par influencer le comportement réel de ces derniers. Une étude effectuée avec des étudiants de différentes facultés d'une université aux États-Unis, a montré que les étudiants de finance et d'économie, formés sur le comment un agent rationnel devrait agir, sont plus susceptibles d'agir égoïstement (tout en évitant de contribuer aux biens publics dont ils profiteraient de toute façon) que les étudiants d'autres facultés. Cela arrive car les individus perçoivent que s'ils agissent contrairement à ce qui est considéré comme « rationnel », cela aura des conséquences comme la perte de temps et d'argent à leur égard. L'éducation est l'un des moteurs les plus puissants de changement culturel. L'avenir d'un système financier qui peut contribuer au bien commun repose sur l'éducation. Il est donc essentiel que les universités et les écoles des affaires incluent l'éthique comme un élément essentiel et transversal de leurs programmes d'études, et non comme des simples cours facultatifs ou des séminaires isolés.

Heureusement, après la dernière crise, de plus en plus des centres d'études en finance reconnaissent l'importance d'enseigner l'éthique à leurs étudiants. Si la majorité des institutions ferait de même, une bonne masse critique de « financiers éthiques » pour la prochaine génération serait en train d'être formée.

## Remarques finales

Selon G. Orwell « l'un des devoirs les plus urgents de l'Homme intelligent d'aujourd'hui consiste à reformuler l'évidence ». La dernière crise des marchés financiers nous donne la possibilité de réinsérer les principes éthiques dans la théorie et les pratiques dans ce secteur, quelque chose d'« évident » qui semble avoir été oublié ces derniers temps. Le célèbre proverbe dit qu'en économie « il n'y a pas de repas gratuit ». Si la finance continue à fonctionner sans se soucier de l'éthique, il y aura toujours quelqu'un (que ce soit les mêmes acteurs du secteur ou la société en général) qui finira par le payer cher.

## Bibliographie

- Benoît XVI, « Caritas in veritate », Lettre Encyclique, Rome, 2009.
- Bruni, Luigino et Zamagni, Stefano, « Économie civile », trad. Par Carlos Catroppi, Buenos Aires, 2007.
- Ferullo, Hugo Daniel, « Lumières et ombres de la pensée économique moderne », Tucumán, mai 2006, l'UNT, 1ère édition.
- Ferullo, Hugo Daniel, « La complexité sociale de l'économie moderne pensée-Essais », Tucumán, 2010, Éditorial UNSTA.
- Sen, Amartya, « Le rôle de l'éthique d'entreprise dans le monde contemporain » discours de l'éthique des affaires internationales, pour la session de formation des formateurs, 2009.
- Stigler, George, « L'éthique ou l'économie ? » Conférences Tunner.
- Zak, Paul et Knack, Stephen, « La confiance et la croissance », Claremont Graduate University - Centre d'Etudes neuroéconomie - Banque Mondiale - Development Research Group (DECRG), 1998.